

« Homosexualités européennes : XIX^e-XX^e siècle »

In *Cahiers d'histoire, revue d'histoire critique*

Sylvie Chaperon,

Christelle Taraud (dir.)

Association Paul Langevin, n° 119

avril-juin 2012

218 pages, 15 €

Les études en histoire des sexualités sont peu nombreuses. Il est donc heureux que la *Revue d'histoire critique*, *Cahiers d'histoire* ait confié à Sylvie Chaperon et Christelle Taraud la réalisation d'un dossier sur les homosexualités européennes aux XIX^e-XX^e siècles, dossier dont elles signent l'introduction. Sont ainsi publiés des articles sur l'histoire des homosexualités au Royaume-Uni, en Italie, en Belgique, en Suisse et en France, à partir de sources, de problématiques et de temporalités diverses.

L'article belge, écrit par Wannes Dupont, interroge l'hypothèse émise par Michel Foucault de l'invention de l'homosexualité moderne à la fin du XIX^e siècle ; et notamment le silence de la psychiatrie belge sur cette question. L'étude des milieux homosexuels suisses pendant la Deuxième Guerre mondiale permet à Thierry Delessert de présenter l'association et la revue *Der Kreis* (Le Cercle). Association légale qui prône une camaraderie virile, se méfie de la prostitution et de l'efféminement, et association qui, devenant bilingue, et pourtant fondée par vingt et une femmes en 1931, voit aussi le départ des lesbiennes qui ne cautionnent plus la nouvelle orientation masculiniste du Cercle. Massimo Prearo présente la situation des militants homosexuels dans les années 1970, révolutionnaires peu enclins aux luttes pour l'égalité des droits, qui favorisent les expérimentations culturelles et existentielles, les circulations internationales des discours dissidents.

Comme le signalent Sylvie Chaperon et Christelle Taraud, les travaux



sur les homosexualités mettent plus souvent en exergue les lieux « urbains » des rencontres homosexuelles, ceux identifiés dans les grandes villes européennes : bars, restaurants, cafés, « pissoirs », lieux de drague... Un autre courant apparaît aujourd'hui qui explore la domesticité, l'intérieur privé, le foyer. On y trouve souvent des couples gays ou lesbiens monogames et fidèles, plus conformes à l'ordre hétéronormatif. Mais cela permet aussi de rééquilibrer la place des lesbiennes, souvent minoritaires dans les études urbaines.

C'est l'étude des écrits intimes qui permet de saisir ces expériences subjectives ou quotidiennes, où les femmes se disent et disent leur cadre de vie. Ce que font Emmanuelle Rétaillaud-Bajac et Anne-Claire Rebreyend, présentant deux récits biographiques différents. L'une, Charlotte, qui vit à Paris des années 1920 aux années 1940, est une femme bisexuelle qui a des rapports avec des hommes et des femmes et vit dans des milieux bourgeois-bohèmes. L'autre, Mireille Havet (1898-1932), vit dans le milieu des « garçons ». Tout en s'interrogeant sur de telles sources historiques, leur singularité, les deux auteures interrogent les conditions de création d'une (ou des) identité(s) lesbiennes, mais plus encore la force des relations et des normes de genre hétérocentrées qui y interagissent.

En plein débat (en France) sur la légitimité du mariage pour les gays et les lesbiennes, ce rapide détour historique qui explore une partie des questions LGBT* (les questions trans et *queer* n'apparaissent pas dans ce dossier) ne peut être que salutaire dans le combat pour les droits des personnes, quels que soient leur sexe, leur genre, la couleur et les formes de leurs sexualités.

* Lesbienne, gay, bi et trans.

Daniel Welzer-Lang,
sociologue,
université de Toulouse Le-Mirail

Financer les utopies

Michel Dreyfus

Actes Sud/Imec, mars 2013

400 pages, 27 €

Alors que la crise que nous vivons met en débat les différentes formes de l'économie, l'économie sociale occupe une place de plus en plus importante dans la société française, y compris dans les préoccupations gouvernementales. Territoire de convergence entre acteurs mutualistes, coopératifs et associatifs, elle représente, au-delà de sa dimension économique, un projet de société.

L'ouvrage de Michel Dreyfus en trace les contours à travers l'histoire du Crédit coopératif, banque dont l'origine se situe en 1893 avec la naissance de la Banque coopérative des associations ouvrières de production (BCAOP), qui fusionne à la fin des années 1970 avec la Caisse centrale de crédit coopératif, dite « 4C ». L'histoire du Crédit coopératif, acteur majeur de l'économie sociale qui favorise « le développement d'une économie à forte plus-value humaine », c'est tout d'abord l'histoire de la coopération théorisée par Charles Gide, l'un des principaux penseurs de la coopération et dirigeant de la LDH. Au cœur de ses écrits : les coopératives de consommation favorisant « l'émancipation des travailleurs », vision progressivement abandonnée au profit des coopératives de production avec le renouvellement théorique engagé par Henri Desroche, Albert Meister et Claude Vienney, dans les années 1960, puis la faillite généralisée de la Fédération nationale des coopératives de consommateurs (FNCC), dans les années 1980. L'histoire du Crédit coopératif renvoie également à celle des mouvements politiques ayant largement inspiré l'économie sociale : les idées proudhoniennes revues par le Parti radical, les tendances d'inspirations catholiques comme celles de l'association Economie et Humanisme, le mouvement des communautés de travail... Enfin, sur le plan national,

c'est aussi une histoire du secteur bancaire tout entier.

Financer les utopies se présente au carrefour de toutes ces histoires; il permet de comprendre pourquoi l'économie sociale puis l'économie sociale et solidaire, à l'instar du mouvement des banques des coopératives né dans les années 1840, en réaction aux excès des débuts de la révolution industrielle, sont aujourd'hui à ce point convoitées. Cette popularité résulte à la fois de la prise de conscience par les coopératives, les mutuelles et le milieu associatif de leur force dans les années 1970, et des conséquences du libéralisme économique, de l'essoufflement de l'idéologie socialiste et du recul de l'Etat-providence.

Lire l'histoire du mouvement coopératif c'est, *in fine*, avoir un éclairage sur un projet global de société et des mutations de l'économie qui traversent tant la France que l'Europe tout entière. C'est aussi s'interroger sur le périmètre de la responsabilité de l'économie sociale dont «*le projet se définit par une caractéristique fondamentale [voulant] transformer la société mais en contournant l'Etat*»; sur le rôle de ce secteur dans les innovations et expérimentations sociales; sur l'équilibre à trouver entre les principes autogestionnaires, les préoccupations environnementales et démocratiques et la dimension territoriale de cette forme de l'économie.

Ewa Tartakowsky



Précarisés, pas démotivés!

Michel Vakaloulis

Les éditions de l'Atelier

janvier 2013

142 pages, 16 €

Michel Vakaloulis propose un court traité de sociologie réalisé à partir d'une centaine d'entretiens auprès de jeunes salariés adhérents à l'UGICT-CGT, de jeunes salariés diplômés non syndiqués, et de jeunes organisés en collectifs (Génération précaire, Jeudi noir, Ingénieurs sans frontières, Confédération des jeunes chercheurs) ou syndicats (Unef, UNL), dont le trait commun pour ce dernier panel est l'évaluation critique d'une institution: le stage.

L'hypothèse de l'enquête est la suivante: le marché du travail étant traversé par une dimension générationnelle, comment les jeunes ressentent-ils la sphère de travail organisée dans «*l'esprit de l'entreprise flexible*», et quelles modalités mettent-ils en jeu dans le procès acceptation/contestation, pour asseoir ce qui leur paraît essentiel en termes de dignité et de reconnaissance?

La construction du livre en quatre chapitres, «A la découverte d'un monde nouveau», «Rapports de travail et construction identitaire», «Jeunes salariés et investissement syndical», et «De la contestation à l'engagement» ne fige pas - et c'est heureux - les éléments de réponse, qui courent du monde interne de l'entreprise aux actions promouvant les valeurs portées historiquement par le mouvement social.

Le mot référent pour les jeunes techniciens et ingénieurs est «*réussite*». Une manière de se projeter dans l'avenir et de construire son rapport au travail dans une triple dimension: «*activité instrumentale*» (gagner sa vie pour soi et sa famille), «*apport substantiel de l'individu à la collectivité*» (exigence de professionnalisme combinée à une éthique de responsabilité), et «*lieu et enjeu de l'épanouissement personnel*» (idée que l'on

peut s'émanciper dans le travail). Il s'agit donc de devenir acteur à part entière dans un monde où la structure juridique de l'entreprise et la communauté de travail sont perçues comme périssables. Ce qui implique une «*forte mobilisation de soi*», dans un contexte de «*fléchissement de la collégialité*». Tout en développant des marges de négociation avec la hiérarchie, les jeunes salariés sont intéressés par le syndicalisme, un contre-pouvoir dans l'entreprise, reconnu pour son expertise, mais interpellé aussi pour se dépasser en «*syndicalisme de projection*».

Pragmatisme, souci de cohérence, mobilisation «*sur des questions*» plutôt que militantisme, fondent le comportement des jeunes salariés enquêtés dans leur «*combat pour le bien commun de la communauté de travail*». Une sensibilité qui n'a pas encore trouvé son chemin politique.

Philippe Pineau,
LDH Châtelleraut